

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 240 HONDURAS: LE MASSACRE DE JUTICALPA

De graves événements se sont déroulés en juin 1975 dans la région rurale d'Olancho: neuf paysans, deux prêtres,* ont été assassinés à l'occasion d'une "marche de la faim" organisée sur la capitale, Tegucigalpa, par l'Union nationale des paysans pour protester contre les lenteurs de la réforme agraire. L'un des prêtres était américain, l'autre colombien, ainsi qu'une des deux jeunes femmes.

Dans ce dossier sont rassemblés les principaux éléments d'information sur cette affaire qui continue de grever lourdement la situation en Honduras, tant dans les milieux politiques que paysans et ecclésiastiques.

*un professeur et deux
jeunes femmes

(Note DIAL)

1- ANTECEDENTS

- Novembre 1974: premières menaces de mort contre le P. Ivan Betancourt, curé de la paroisse de Catacamas (Olancho).
- 18 mai 1975: à l'instigation de l'Union Nacional de Campesinos - UNC (Union nationale des paysans), des paysans procèdent à 120 "occupations de terres" dans l'ensemble du pays, dont neuf dans la région d'Olancho.
- 24 mai: les prêtres de la prélatrice d'Olancho publient un communiqué de soutien de l'action des paysans.
- Vers le 10 juin, une centaine de paysans sont arrêtés sur l'ensemble du pays.
- 13 juin: parallèlement à d'autres manifestations semblables dans les autres régions, 500 paysans d'Olancho organisent une manifestation silencieuse de protestation contre les arrestations.
- 25 juin: l'Union nationale des paysans organise une "Marche de la faim" sur la capitale Tegucigalpa. Cette marche a pour objectifs: 1) la libération totale des paysans incarcérés; 2) la demande de garanties d'exécution de la réforme agraire là où elle est commencée; 3) l'accélération de la réforme agraire sur l'ensemble du pays; 4) la reconnaissance juridique de l'Union nationale des paysans.

C'est après le départ de cette marche qu'éclatent les troubles de Juticalpa, dans la région d'Olancho, qui se soldent par la mort de douze personnes en deux événements distincts:

- 1) la fusillade au siège de l'UNC, avec cinq morts: Fausto Cruz, Franciscano Colindres, Alejandro Figueroa, Miguel Barahona Tablada et Ines Arnulfo Gomez
- 2) le massacre de la nuit suivante avec neuf morts: Ruth Argentina Garcia-Mallorquin, Maria Elena Bolivar Vargas, le P. Ivan Betancourt, le P. Michael Jerome Cypher,* Roque Andrade, Bernardo Rivera Irias, Oscar Ortiz Ruis, Lincoln Coleman et Juan Benito Montoya.

2- RECIT DE LA FUSILLADE DE L'"INSTITUT 18 FEVRIER" (1) LE 25 JUIN 1975

A Juticalpa se rassemblent quelques neuf cents personnes, hommes, femmes et jeunes. A 2 heures du matin, ils demandent une messe avant de partir. Ils emportent avec eux des textes pour des célébrations de la Parole. A l'"Institut 18 février", une équipe est chargée de la préparation de la nourriture pour midi.

La messe a effectivement lieu à 2 heures du matin. Malgré cette heure, c'est une messe suivie avec ferveur: l'ambiance y est très intense. La seule lecture est celle de Saint-Matthieu sur les béatitudes. Il y a une bonne participation par le chant et nombre d'entre eux reçoivent la Sainte communion. Les divers points de l'homélie sont les suivants: - un chrétien doit être en faveur de la justice et de la paix; - pour ceux qui sont en faveur de la justice et de la paix, le Christ les avertit qu'ils vont subir la persécution; - nous sommes appelés à vivre cette justice et cette paix.

La marche commence aux environs de trois heures du matin.

A 8 heures, le P. Casimiro (Michael Jerome Cypher), accompagné du P. Roberto Mederos, mène sa voiture chez le garagiste, fait quelques commissions puis ils se séparent. Au moment où le P. Casimiro s'apprête à prendre un autocar de la Société Padilla pour Gualaco, des soldats se saisissent de lui malgré les protestations des gens. Une gamine qui le connaissait, s'approche pour lui parler; il lui dit: "J'allais partir, mais ça ne paraît plus guère possible". Il avait fait quelques achats et il tenait à la main les factures qu'il donne alors à la gamine. Il descend de l'autocar et les soldats l'emmènent par la rue principale jusqu'à l'"Institut 18 février". La gamine et une de ses amies, alertées par ce qui se passait, le suivent de loin jusqu'à l'institut. Ils rentrent, ainsi que les deux gamines Elba de Avila et Lydia. Les militaires demandent au prêtre les clés du local et bien que celui-ci déclare qu'il ne les a pas, ils continuent de les réclamer. Les gamines expliquent que le prêtre n'a pas les clés et qu'il n'a rien à voir avec l'institut. C'est à ce moment que commencent à être tirés des coups de feu. Les deux gamines s'enfuient.

A 8H45, quelqu'un avertit le presbytère que l'"Institut 18 février" va être attaqué. Une personne y est dépêchée pour avertir les gens, mais tout le monde reste tranquille et personne ne sort, sauf une femme. Les gens ne croient pas la nouvelle.

Vers 9H30 du matin, un groupe d'enfants des écoles "Manuela Garay" et "Manuel Bonilla" arrivent en rangs. Ils passent par le Parc du Centre avec leurs maîtres en portant deux drapeaux honduriens et un ballon de basket, et ils se dirigent vers l'Institut. Au même moment on note un grand mouvement de voitures occupées par des propriétaires terriens et des militaires; un petit avion survole la ville, en particulier l'"Institut 18 février". A cet instant arrive l'inspecteur Guillermo Ayes Mejia qui donne des ordres au milieu des cris d'enfants. Des coups sont frappés sur les portes; les enfants qui se trouvent le long des deux façades principales de l'immeuble se mettent à crier et il se produit une grande agitation.

(1) L'"Institut 18 février", siège de l'Union locale des paysans de Juticalpa, appartenait auparavant à la paroisse de Juticalpa et s'appelait alors le "Centre Santa Clara". C'est ce qui explique l'insistance des autorités civiles et militaires à parler du "Centre Santa Clara" pour désigner le siège du mouvement

D 24C/2 paysan (N.d.T.)

Des civils entrent par la petite porte à côté des bureaux de l'Union nationale des paysans. Des propriétaires terriens arrivent à leur tour. Un M. X... commence à tirer à l'intérieur de l'immeuble. Il semble que c'est le signal convenu. Les gens qui se trouvent à l'intérieur se cachent et quelqu'un crie: "Les propriétaires envahissent le centre"! Quelques instants plus tard, les soldats entrent à leur tour et commencent à crier des injures et à tirer dans tous les sens. Ce qui entraîne la mort des paysans Fausto Cruz, Francisco Colindres, Alejandro Figueroa et Miguel Barahona Tablada, ce dernier parent de Artica. Les blessés sont José Rivas (un retardé mental, frère du Dr Gonzalo Rivas) et les paysans Lorenzo Espinoza, Maximo Aguilera y Soriano.

D'après les informations de personnes au courant, on peut résumer les événements de la façon suivante. Les gens montent se cacher au premier étage, au second et en d'autres endroits. Il y a là quelques vingt-cinq personnes, hommes et femmes, à se cacher, à s'enfermer et à se jeter sur le sol. Elles étaient tellement rassurées auparavant qu'elles n'avaient pas tenu compte de l'avertissement qui leur avait été transmis. Au rez-de-chaussée, il y a deux vieillards et une vieille femme qui était venu chercher des médicaments; un jeune de 16 ans, apprenti charpentier et nommé Roque Andrade; deux peintres, un handicapé mental et les cuisinières. Dix personnes se réfugient au premier étage dans les bureaux: Maria de Alegria, Juan Benito Montoya, Lincoln Coleman, Luis Ulloa, Bernardo Rivera, Carlos Sanchez, Luz Marina Mayorquin, Blanca Guifarro, Roberto Lopez et Miguel Alvarez. Au deuxième étage se réfugient deux hommes, deux gamines et le gardien de l'immeuble, Alejandro Figueroa.

Les agents du Département national d'enquête (DIN), entrés en compagnie de plusieurs civils, commencent à tirer les premiers et atteignent les gens qui n'ont pas eu le temps de se cacher. Depuis le deuxième étage, le gardien Alejandro Figueroa tire neuf coups de revolver et cherche à se cacher avec les autres. Mais au bout de quelques minutes, les envahisseurs commencent à faire sortir les gens qui s'étaient cachés. L'un des premiers qu'ils trouvent est Roque Andrade; ils le déshabillent et le frappent. On ignore qui a tué le frère du chef de la prison.

A 11H30, les dix personnes qui s'étaient retranchées dans une pièce du premier étage décident d'ouvrir la porte. Assises sur les chaises qui se trouvaient là, elles attendent la mort. Après quelques minutes de silence, un soldat crie à Carlos Sanchez de descendre avec tout le monde. Tous descendent alors les mains en l'air. Des agents du DIN leur crient: "Enfin vous voilà, fils de p... C'est vous les responsables de tout!" Les agents les passent à la fouille, mais aucun d'eux n'avait d'armes. Ils les emmènent dans le couloir et les alignent les mains en l'air. C'est à ce moment que les gens aperçoivent par terre Roque Andrade à demi-nu et blessé de coups, ainsi que trois autres personnes mortellement blessées; l'une est déjà morte.

Des agents en civil montent au deuxième étage et font descendre Alejandro Figueroa et Fausto Cruz. Quand trois personnes réfugiées à côté descendent à leur tour, elles trouvent le cadavre de Fausto Cruz près de l'escalier à l'angle de l'immeuble. Elles croisent Alejandro que les agents font remonter au deuxième étage chercher le revolver: dans l'escalier dès les premières marches, il est achevé après avoir été brutalement frappé. Venu à l'Institut pour chercher de la nourriture pour la marche, Oscar Ortiz est également arrêté.

Des ordres sont donnés pour que les hommes se déshabillent et restent en caleçon. En descendant du deuxième étage, trois femmes et deux hommes passent à côté d'un homme étendu dans le corridor, le crâne éclaté. Il

y a des blessés. Les soldats enfoncent les portes d'une pièce pour en retirer trois autres personnes. Les prisonniers sont frappés (au moins quelques-uns, dont le P. Casimiro) et obligés à identifier les cadavres. Les soldats prennent le P. Casimiro par les cheveux et le conduisent devant chaque cadavre pour qu'il dise les noms. Mais comme il ne les connaît pas, il ne peut rien répondre; il fait le signe de croix sur chacun d'eux.

A 13H30 arrivent l'inspecteur Guillermo Ayes Mejia, l'inspecteur Juan Pablo Suazo, ce dernier de Catacamas, un médecin, les majors Chinchilla et Diaz, le juge Bustillos, deux civils et deux soldats. Ils montent au premier étage pour observer.

Des voitures militaires emmènent en prison José Roberto Lopez, Miguel Alvarez Wilchez, Carlos Orlando Sanchez Gutierrez, Francisco Saul Zelaya (âgé de 16 ans), Luis Roberto Ulloa Godoy, Horacio Rico (âgé de 71 ans), Julian de Jesus Acosta Navarro, José Alvaro Paz, Cayetano Rosales Jimenez (âgé de 65 ans), le P. Casimiro, Roque Andrade, Lincoln Coleman, Oscar Ortiz, Juan Benito Montoya et Bernardo Rivera Irias (2). Les femmes sont également chargées dans des véhicules militaires et emmenées à la caserne des Forces spéciales de Sécurité publique. Là, elles passent au contrôle d'identité et sont parquées dans la cour. Quelques minutes plus tard arrivent six autres personnes, dont cinq femmes et un homme, qui transportaient des blessés depuis l'hôpital où on ne les avait pas reçus, à la clinique San Rafael. Ils se déplaçaient dans une voiture appartenant à Caritas; la voiture a été saisie.

Dans les jours suivants, un certain nombre d'arrestations ont lieu dans les milieux ecclésiastiques de la région d'Olancho, en particulier des prêtres et des religieuses des paroisses de Culmi, Campamento, Guayapé et Catamas.

3- COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU 25 JUIN 1975

Le gouvernement de la République et les Forces armées informent les citoyens qu'aujourd'hui, à 10H, s'est produit à Juticalpa, Olancho, un affrontement armé entre des éléments appartenant à l'Union nationale des paysans (UNP) et un détachement militaire, à la suite duquel cinq compatriotes ont perdu la vie et deux autres ont été blessés.

L'événement s'est produit à l'occasion d'une manifestation publique des professeurs et des élèves des écoles locales au moment où elle s'approchait du "Centre Santa Clara", quartier général de l'Union nationale des paysans pour le département d'Olancho, manifestation qui a été dispersée par des coups de feu tirés depuis l'intérieur dudit immeuble par des éléments qui l'occupaient.

Un peloton des Forces armées est aussitôt arrivé sur les lieux de la fusillade dans le but de rétablir l'ordre public. Quand le chef de peloton s'est approché de l'endroit pour essayer d'entrer en contact avec les occupants, il a été accueilli par des coups de feu tirés avec des armes de divers calibres et qui ont provoqué la mort d'un des membres du peloton. Devant une telle résistance, les militaires ont ouvert le feu, provoquant ainsi la mort de quatre personnes et en blessant deux autres au terme de l'occupation de l'immeuble.

(2) Les six derniers de cette liste seront extraits de prison la nuit suivante pour être assassinés froidement dans la propriété de M. Manuel Zelaya, grand propriétaire de la région, après qu'aient été amenées au même endroit le P. Ivan Betancourt, Ruth Garcia et Maria Elena Vargas. Les neuf cadavres seront ensuite jetés dans un puits. Voir plus loin § N° 6 (N.d.T.)

Tout en déplorant la perte tragique de vies humaines, le gouvernement de la République et les Forces armées sont dans l'obligation de signaler que ces pertes sont uniquement la conséquence du climat d'insécurité provoqué par l'Union nationale des paysans avec la convocation de tous ses adhérents à travers le pays à une marche sur Tegucigalpa qui a commencé aujourd'hui, soi-disant dans l'intention de peser sur la mise en oeuvre d'actes qui relèvent de la loi, qui doivent être exécutés selon des modalités déterminées également par la loi, et à l'obtention desquels les autorités compétentes du gouvernement militaire s'emploient assidûment.

Les événements de cette journée constituent le point culminant d'une série d'attitudes et de comportements de l'Union nationale des paysans, tels que son refus de participer aux travaux du Conseil agraire national, les invasions de terres en divers endroits du pays le 18 mai dernier, l'attaque du siège de la Cour suprême de justice et du Tribunal de la ville d'El Progreso, ainsi que l'occupation, par ses adhérents, de ponts et de routes dans la capitale et dans l'ensemble du territoire de la République lors de l'opération du 13 juin dernier, toutes attitudes et tous comportements qui ont été adoptés au mépris absolu de la loi et de l'ordre, et ouvertement reconnus par les dirigeants de cette organisation.

Le gouvernement s'applique à la recherche des solutions appropriées aux problèmes nationaux et, dans ce but, il a sollicité la coopération de tous les honduriens de bonne volonté; mais le non respect de la loi, le mépris de l'autorité et la subversion de l'ordre ne permettent d'améliorer la situation de personne; cela conduit au chaos, pour le seul bénéfice des ennemis de notre pays.

En informant le public sur les événements récents, le gouvernement de la République et les Forces armées laissent clairement entendre que la position conciliatrice qui a toujours été la norme de leurs actes, ne doit pas être interprétée comme étant le reflet d'une attitude d'inconsistance ou de faiblesse; qu'ils s'opposeront à l'avenir à toute perturbation de l'ordre public; et qu'ils ont adopté les mesures appropriées pour assurer la tranquillité sur l'ensemble du territoire national, sans préjudice de l'appui total accordé au Pouvoir judiciaire pour que, dans l'exercice de ses droits constitutionnels, celui-ci se livre à une enquête approfondie des actes délictueux et fasse sentir le poids de la loi sur les responsables.

Tegucigalpa, le 25 juin 1975
Le Bureau des relations publiques
de la Direction suprême de l'Etat

4- DECLARATION DE L'EGLISE DE TEGUCIGALPA DU 4 JUILLET 1975

Face aux tragiques et déplorables événements qui ont affecté notre chère patrie depuis la malheureuse journée du 25 juin dernier, l'Eglise de Tegucigalpa, dans la personne de son archevêque, de son vicaire général, de ses prêtres et de toutes les institutions ou mouvements apostoliques, s'est réunie dans le diocèse de Tegucigalpa après avoir sollicité les lumières de l'Esprit-saint, dans le but d'analyser une situation dont l'injustice crie vers le ciel et qui exige de tous les chrétiens, à la lumière de l'Evangile, une attitude claire et nettement définie concernant la mission de l'Eglise et sa fidélité au Christ.

Nous sommes arrivés à la conclusion que la cause profonde de l'actuelle crise qui nous a sérieusement préoccupés et a dégénéré en actes d'

anarchie, de violence, de mort, et de négation des principes élémentaires de la dignité humaine comme du bien commun, a son origine dans la lamentable situation d'injustice dans laquelle vit la majorité de la population et qui s'ajoute aux lenteurs gouvernementales à faire face à la misère, aux privations et aux déséquilibres dans la distribution des biens matériels. C'est ce qui a fait que les paysans se sont, de façon croissante, lancés dans une lutte désespérée pour obtenir par eux-mêmes la justice et la solution de leurs problèmes, situation dont tirent quelquefois profit des groupes sociaux intéressés à semer la violence, la division et le chaos.

Que l'on nous comprenne bien! La situation actuelle doit être affrontée avec fermeté, combattue avec résolution et réglée avec application. Nous sommes conscients du fait que le développement exige des transformations audacieuses et profondément novatrices, ce qui nous oblige à entreprendre sans plus tarder des réformes urgentes. Chacun des secteurs qui composent la société doivent accepter avec générosité et sens de la responsabilité le rôle qui est le leur dans l'avenir du Honduras, étant entendu que la tâche principale incombe à ceux qui président aux destinées de la Nation.

La situation explosive ici décrite est à l'origine des événements qui se sont produits à l'"Institut 18 février", dans la ville de Juticalpa, précédemment appelé "Centre Santa Clara". Nous tenons à rappeler clairement que ce Centre n'appartient pas à l'Eglise, ainsi que des informations tendancieuses l'ont laissé entendre à l'opinion publique, mais qu'il est la propriété d'un autre organisme.

En raison de son caractère évangélicisateur, l'Eglise n'a aucune responsabilité dans les différentes actions que les organisations paysannes ont mené et mènent dans le pays. Elle n'ignore pas non plus que des secteurs sociaux intéressés et opposés à elle s'emploient à l'impliquer dans des actes qui lui sont totalement étrangers. Nos propres enquêtes ainsi que l'analyse conséquente et objective des faits contredisent sur ce point les versions officielles. Il est aisé de constater que l'attaque lancée contre l'"Institut 18 février" a été froidement planifiée et non pas accidentelle, comme on s'obstine à le faire croire. Ce fait est d'autant plus regrettable qu'on a cherché à jeter un voile sur de telles intentions funestes en obligeant des enfants des écoles primaires à défilier juste avant sur les lieux de l'événement.

Nous savons que le P. Casimiro a été pris par les éléments de l'Armée. Dans une conversation avec les membres de l'une de nos commissions, le commandant militaire de la zone a déclaré devant témoins "qu'il a procédé à l'interpellation du prêtre et qu'à deux heures de l'après-midi il a été conduit en prison conjointement avec d'autres personnes arrêtées! Des gens qui habitent sur place ont également déclaré que le prêtre a été conduit en sous-vêtements de l'Institut au centre pénitentiaire. La version officielle de la zone militaire ajoute que c'est aux fins d'interrogatoire et qu'en cours de route, ils se sont enfuis pour aller probablement rejoindre la guérilla dans la région de Patuca. Nous avons suffisamment d'éléments d'appréciation pour affirmer que les guérillas dont on parle officiellement à Patuca n'existent pas, mais qu'elles ont été inventées par des secteurs sociaux intéressés dans le seul but d'annoncer que les prétendus fugitifs sont morts dans des actions de guérilla.

Le 25 juin, le P. Ivan Betancourt, curé de Catacamas, a fait prendre l'avion à sa vieille mère, depuis Tegucigalpa jusqu'à Juticalpa, pour lui éviter les fatigues de la route, lui-même prenant la route en compagnie de sa future belle-soeur, Melle Maria Elena Bolivar, de nationalité colombienne et secrétaire à la Banque Cafetalero de Medellin (Colom-

bie), et de Melle Ruth Garcia, hondurienne et étudiante en sciences sociales. En cours de route, à proximité de Campamento, le P. Betancourt a été reconnu, arrêté, puis conduit à Lepaguare. Depuis on ignore le lieu de sa détention ainsi que celui de ses accompagnatrices.

Nous avons le sentiment que ce mouvement de répression déclenché dans notre pays est destiné à limiter le travail de l'Eglise conformément aux déclarations de certains éléments impliqués dans l'affaire, d'après lesquelles "ils n'auront de cesse dans la répression qu'à partir du moment où l'activité des prêtres sera ramenée dans les limites des sacristies". Mais toute la population catholique sait que la mission de l'Eglise est de prêcher l'évangile; que celui-ci exige la dénonciation des injustices et la promotion de la justice pour que tous puissent mener une existence conforme à la condition humaine.

En conséquence, nous, membres et représentants des organisations d'Eglise à Tegucigalpa, en attitude de parfaite unité et solidarité devant l'opinion publique et devant le gouvernement des Forces armées, nous exigeons ce qui suit:

- 1) Que le gouvernement s'efforce de garder l'équilibre entre les différentes classes sociales;
- 2) Que soit appliquée la loi sur la Réforme agraire en élaborant rapidement la réglementation correspondante pour sa mise en oeuvre décisive;
- 3) Qu'il prenne des mesures radicales pour changer les structures injustes dans lesquelles nous vivons; qu'il offre aux secteurs marginaux les conditions d'une vie digne de l'être humain;
- 4) Qu'on dise la vérité sur les événements d'Olancho, qu'on dégage les responsabilités et qu'on indique clairement le lieu de détention des PP. Ivan Betancourt et Casimiro;
- 5) Que cesse la vague de répression contre le peuple, contre ses dirigeants et contre les membres de l'Eglise que nous représentons;
- 6) Que l'on comprenne et respecte la mission de l'Eglise, laquelle peut se cantonner à la sacristie et se réduire aux seuls actes liturgiques, mais doit, conformément au commandement du Christ, porter à tous les hommes le message de libération;
- 7) Qu'on laisse travailler les divers mouvements apostoliques dans leurs diverses tâches d'évangélisation, en réponse aux exigences du peuple de Dieu qui a le droit d'être dirigé et orienté par l'Eglise hiérarchique;
- 8) Que les prêtres et les religieuses puissent retourner dans leurs paroisses pour continuer leur travail d'évangélisation, en leur garantissant la liberté de mouvement.

A titre de recommandation pour les catholiques qui ont été désorientés tant par les événements que par les critiques, qu'ils restent sereins et tranquilles: l'Eglise défend toujours les intérêts du Peuple de Dieu. L'Eglise de Honduras n'a pas disparu. Nous demandons à tous les catholiques du diocèse qu'ils s'unissent dans la prière pour la paix et la tranquillité dans notre pays de Honduras.

Tegucigalpa, le 4 juillet 1975
L'archevêque de Tegucigalpa
Le conseil presbytéral
Les religieuses et religieux
Les mouvements apostoliques

Tegucigalpa, le 10 juillet 1975

Colonel Juan Alberto Melgar Castro, chef de l'Etat,
Messieurs les membres du Conseil supérieur de défense,

Nous soussignés - l'archevêque de Tegucigalpa; les évêques de Comayagua, Santa Rosa de Copan, San Pedro Sula et de Choluteca; l'évêque auxiliaire de Tegucigalpa; les curés et les prêtres; les représentants de la Conférence des Instituts religieux de Honduras, de la Commission nationale de pastorale, de la Fédération des collèges catholiques, des cours de chrétienté, de Caritas du Honduras, du Mouvement familial chrétien, de la Légion de Marie, des séminaires et de la pastorale de l'enfance - nous nous adressons au Chef de l'Etat et au Conseil supérieur de défense pour vous faire des réflexions suivantes.

Suite aux événements récents, douloureux et sanglants qui se sont déroulés dans le département d'Olancho, ainsi qu'aux mauvais traitements et aux perquisitions qui ont eu lieu à Progreso (Yoro), Choluteca et Tegucigalpa dont ont rendu compte tous les moyens de communication sociale; après avoir pris connaissance du rapport de la Commission composée des PP. Valentin Menendez et Luiz Santos, et du lieutenant-colonel Manuel E. Suarez (3), commission qui s'est rendue dans ce département dans le but de découvrir le lieu de détention des PP. Casimiro (Michael Jerome) Cypher et Ivan Betancourt, ainsi que celui de MMelles Maria Elena Bolivar et Ruth Garcia, et cela, au nom de la population catholique de Honduras tout entière soucieuse, troublée, déconcertée et anxieuse de voir les faits être clarifiés et la justice rendue:

1) Nous protestons contre les mauvais traitements infligés à des prêtres, des religieuses et des laïcs qui ont été arrachés de leurs résidences, empêchés d'exercer leurs ministères ou leurs tâches, incarcérés dans un premier temps puis interdits de séjour sur le territoire d'Olancho, emmenés à la capitale et là, pour ce qui concerne les étrangers, laissés sous la responsabilité de Mgr l'Archevêque dans l'attente d'une expulsion éventuelle du pays; nous protestons également contre les perquisitions et les pillages commis à l'évêché de Juticalpa, dans les presbytères et les maisons religieuses du département d'Olancho, et contre la présence, dans les églises de ce département, de militaires de garde qui empêchent le déroulement normal des offices religieux et des services paroissiaux. Ces mesures ont été prises de façon unilatérale par l'Armée sans tenir compte de l'avis des intéressés et des autorités ecclésiastiques.

2) Nous exigeons que le gouvernement militaire ouvre rapidement une enquête serrée pour déterminer le lieu où se trouvent les PP. Casimiro (Michael Jerome) Cypher et Ivan Betancourt, Melles Maria Elena Bolivar et Ruth Garcia, ainsi que les autres personnes qui ont également subi le même sort; pour faire la preuve de leur mort ainsi que pour permettre la comparution devant la Justice et le châtement des coupables comme des complices. Nous exigeons également la comparution devant la Justice et le châtement des personnes responsables des événements qui se sont produits au "Centre 18 février" de Juticalpa. Les résultats de l'enquête devront être portés à la connaissance de l'opinion publique.

3) Nous demandons que soient retirées les troupes ou les sentinelles

(3) Commission créée le 30 juin 1975 à la suite de la rencontre entre le chef de l'Etat, le commandant des Armées, le chef d'Etat-major, l'archevêque de Tegucigalpa et le Nonce (N.d.T.)

de garde dans les églises d'Olancho et que soit assurée la sécurité des personnes dans leurs déplacements et leurs activités, de sorte que la vie religieuse puisse reprendre normalement dans ce secteur. Nous demandons également que soit permis et garanti le retour à Olancho de toutes les personnes qui, avant les événements, travaillaient dans cette région au service de l'Eglise: prêtres, religieuses et laïcs; en cas spécifique de contre-indication au retour de l'une ou l'autre personne, il appartient à l'autorité ecclésiastique d'en décider, après présentation des preuves à l'appui. Nous demandons enfin que, cesse, à Olancho, la complicité entre grands propriétaires, éleveurs et certains militaires; que disparaisse le climat de terreur et de répression instauré par eux dans cette région; et qu'il soit mis, une fois pour toutes, un terme aux arrestations arbitraires opérées jusqu'à ce jour.

4) Nous exigeons que le gouvernement militaire apporte la preuve de la prétendue implication de prêtres, de religieuses ou de laïcs dans des mouvements subversifs, de leur infraction aux lois du pays ou de leur participation à des machinations contre la sûreté de l'Etat. Ainsi qu'il a été dit au paragraphe précédent, il importe, tant que les preuves n'ont pas été apportées, de mettre un terme aux communiqués officiels donnant pour acquise la culpabilité de prêtres et de religieuses.

5) Consciente de la situation de tant de gens affamés, abandonnés, isolés et parfois soumis à des vexations, et soucieuse d'éviter à l'avenir la répétition de tels événements douloureux ainsi que l'affrontement des forces, des groupes ou des classes, l'Eglise demande qu'une réforme agraire juste soit mise en oeuvre de façon efficace et urgente. Elle exige enfin une nouvelle fois qu'on la laisse travailler en paix (comme on l'a fait jusqu'à maintenant) dans son oeuvre d'évangélisation et de promotion humaine, en accomplissement de son engagement au service du peuple de Honduras, en particulier dans les secteurs majoritaires les plus abandonnés et les plus opprimés.

Avec nos sentiments les meilleurs.

Hector Enrique Santos, archevêque de Tegucigalpa
Bernardino Mazzarella, évêque de Comayagua
José Carranza Chevez, évêque de Santa Rosa de Copan
Jaime Bruffau, évêque de San Pedro Sula
Evelio Dominguez, évêque auxiliaire de Tegucigalpa
Valentin Menendez, pastorale nationale
Roberto Ramirez, pastorale nationale
Ricardo Motta, pastorale nationale
Julio Martinez, pastorale de Choluteca
Juan B. Mejia, pastorale de Choluteca
Soeur Maria Garcia, pastorale d'Olancho
Bernardo Herz, pastorale d'Olancho
Angel Castro, pastorale de Comayagua
Juan Regal, pastorale de San Pedro Sula
Ivan J. Alaya, délégué de la pastorale de Santa Rosa de Copan
P. Victorino Savilla, vicaire épiscopal de Santa Barbara et supérieur
des Passionnistes
P. Patricio Wade s.j., vicaire épiscopal de Yoro et supérieur des
Jésuites
Esteban Gross s.j., pastorale de Yoro
Luis Santos, délégué de la pastorale de Tegucigalpa
P. Pablo Cruz, pour les collèges catholiques
M. Blanca Carballo, pour la Conférence des Instituts religieux de Hond.
Sr Maria de Jesus del Cid., pour la Conférence des Instituts religieux
Sr Fatima Carcamo, pour la Conférence des Instituts religieux
Lorenzo Castellanos, pour la Pastorale de l'enfance

Roberto Caceres, pour la Pastorale de l'enfance
Sr Janine Baril, pour la Pastorale de l'enfance
P. Aureliano Santa Olaya, pour les Cours de chrétienté
Alonso Valenzuela, pour les Cours de chrétienté
Roberto et Micky de Pineda, pour le Mouvement familial chrétien
Dionisio Potvin, pour la Légion de Marie
Enrique Coursol, pour la Caritas de Honduras
P. Alonso Tejada, président du Conseil presbytéral de Tegucigalpa
Jorge Matus, secrétaire du Conseil presbytéral de Tegucigalpa
Celestino Pennisi, supérieur régional des Franciscains
Romeo Rivas, pour l'Institut socio-religieux de la Pastorale nationale
Alfonso Proulx, pour les séminaires

6- DECLARATION DE LA FEDERATION NATIONALE DES AGRICULTEURS ET ELEVEURS DE HONDURAS (FENAGH)

Résolutions de la 23e Assemblée ordinaire de la FENAGH tenue les 19 et 20 juillet 1975

- 1) La FENAGH déplore les faits qui se sont récemment produits à Olancho et qui endeuillent des familles honduriennes, en approfondissant ainsi la lutte des classes et en créant un climat d'inquiétude et d'anarchie. "Aimez-vous les uns les autres", a déclaré Jésus-Christ. "Haïssez-vous les uns les autres", a déclaré notre clergé.
- 2) Le manque de prêtres honduriens (4) a conduit à importer des étrangers pour la propagation de la foi catholique. Ces circonstances ne justifient nullement l'intromission du clergé étranger dans les affaires socio-politiques de notre pays, car l'action de l'Eglise doit s'appliquer à la recherche de l'harmonie et de la concorde entre les honduriens, et non pas favoriser la haine entre les classes sociales.
- 3) L'entreprise agropastorale est la plus hondurienne des activités du pays. Son anéantissement moyennant une mauvaise exécution de la loi sur la réforme agraire signifierait la destruction du créole comme chef d'entreprise.
- 4) La FENAGH apporte son appui à un processus de réforme agraire conçu comme instrument du développement économique et tendant au bien-être social de tous les honduriens.
- 5) En toute circonstance, et plus spécialement dans les circonstances actuelles qui appellent une augmentation de la production, il est impératif de conserver les unités de production exploitées avec efficacité, quelque soit le régime de propriété et la superficie utilisée. La réforme agraire doit commencer par les terres improductives et celles qui ne remplissent pas le rôle qu'appellent les circonstances.
- 6) La FENAGH dénonce l'agitation croissante au sein de l'organisme qui préside à l'exécution de la réforme agraire en Honduras. Certains fonctionnaires de l'Institut national agraire (INA), dans différentes régions du pays, favorisent par leurs idées extrémistes la rupture de l'harmonie nécessaire à l'application de la réforme agraire. Mention spéciale doit être faite de l'émission officielle "Honduras agrario" et des

(4) La Prélature d'Olancho a pour évêque Mgr Nicolas d'Antonio, de nationalité nord-américaine. Pour les neuf paroisses du diocèse, on compte 16 prêtres dont un seul est hondurien; 19 religieuses, dont trois honduriennes; ainsi que 7 auxiliaires laïcs ou séminaristes, tous étrangers (N.d.T.)

conférences données dans des centres d'éducation du pays, par lesquelles on incite les auditeurs à remplacer nos principes démocratiques par des idées extrémistes de gauche.

7) La FENAGH estime que le dialogue est l'instrument pacifique pour la solution des problèmes; elle considère en conséquence que, par sa mise en pratique, il serait possible de dépasser les divergences qui surgissent obligatoirement dans l'application de la réforme agraire.

8) Consciente de l'importance des modifications proposées par la loi sur la réforme agraire, la FENAGH décide de demander à l'entreprise privée son appui, ferme et réel, dans les termes qui seront définis par la Fédération à l'occasion de la prochaine session ordinaire de la COHEP.

9) La FENAGH estime que les gouvernements doivent être ceux des lois et non des personnes. Seul un régime de droit, issu de la volonté du peuple librement exprimée, possède la base d'appui nécessaire à l'introduction de changements structurels qui, conformément aux réalités économiques et sociales, permettront à la population hondurienne de réaliser sa destinée dans l'harmonie et la justice.

7- COMMUNIQUE DE LA COMMISSION MILITAIRE DE HAUT NIVEAU DU 23 JUILLET 1975

Le Conseil supérieur des Forces armées, par l'intermédiaire de la Centrale d'information du ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Information, présente au peuple hondurien son rapport final sur les événements qui se sont produits dans le département d'Olancho les 25 et 26 juin dernier (5).

Pour enquêter sur les faits du département d'Olancho et à l'occasion desquels les personnes suivantes ont perdu la vie: Ruth Argentina Garcia Mallorquin, Maria Elena Bolivar Vargas, Ivan Betancourt, Roque Andrade, Bernardo Rivera Irias, Oscar Ortiz Ruiz, Lincoln Coleman, Juan Benito Montoya et Michael Jerome Cypher, la Commission militaire s'est acquittée de la tâche qui lui avait été confiée et, des résultats de son travail, il ressort ce qui suit.

Aux environs de 22h30 du 25 juin dernier, les personnes suivantes ont été retirées de la prison de Juticalpa d'après une liste présentée au sous-directeur de la prison: Roque Ramon Andrade, Bernardo Rivera Irias, Oscar Ortiz Ruiz, Lincoln Coleman, Juan Benito Montoya et Michael Jerome Cypher, lesquels ont été, en sous-vêtements et ligotés, conduits dans un véhicule tout-terrain de couleur rouge appartenant au sergent David Artica Tablada, directeur de la prison de Juticalpa.

Un convoi a été ainsi organisé sous le commandement du major José Enrique Chinchilla en direction de la vallée de Lepaguare, où il arriva vers 1h30 du matin. Le convoi s'est arrêté au pont qui donne accès à la vallée étant donné qu'une partie de la route avait été obstruée par des barrages. Sur le pont, les détenus ont été descendus de voiture et transportés dans deux véhicules qui attendaient de l'autre côté, alors que MM. José Manuel Zelaya et Carlos Bahr se joignaient au convoi acheminé en direction de la propriété "Los Horcones" appartenant à M. Zelaya.

Ce même 25 juin dans l'après-midi, le P. Ivan Betancourt est arrivé dans la vallée de Lepaguare en compagnie de MMelles Ruth Argentina Garcia Mallorquin et Maria Elena Bolivar Vargas; là, ils ont été arrêtés par le sous-lieutenant Benjamin Plata qui a emmené comme détenu le P. Betan-

(5) Il s'agit de la deuxième partie des événements de Juticalpa.
D 240/11 cf Note 2 (N.d.T.)

court, tandis que le sergent Eugenio Aleman conduisait la voiture du prétre avec, à l'intérieur, MMelles Ruth Argentina Garcia Mallorquin et Maria Elena Bolivar Vargas. A la nuit tombée, ils se sont rendus à la propriété "Los Horcones" qui, depuis le 24 juin avait été occupée par un détachement militaire aux ordres du sous-lieutenant Plata et avec l'autorisation du propriétaire José Manuel Zelaya.

A 1h30 du matin, alors qu'il y avait neuf détenus rassemblés dans la propriété, le major Chinchilla a donné l'ordre à trois éléments du Département national d'Enquête (DIN) de procéder à l'interrogatoire des six détenus amenés de Juticalpa, qui ont ensuite été tués avec un fusil "22 magnum" donné par José Manuel Zelaya.

Pendant ce temps, le P. Ivan Betancourt était également soumis à un interrogatoire au cours duquel il a fait des déclarations, enregistrées sur bande magnétique, concernant ses activités subversives en compagnie d'autres religieux. Après l'interrogatoire, le P. Ivan Betancourt a également été tué. Aussitôt après, pour éviter qu'il y ait des témoins des faits, il a été procédé à l'assassinat de Ruth Argentina Garcia Mallorquin et de Maria Elena Bolivar Vargas.

Ensuite les cadavres ont été transportés et placés dans une camionnette appartenant à M. José Manuel Zelaya. Ce dernier a conduit le véhicule dans un terrain situé à un kilomètre de la maison et où existait un puits profond d'environ quarante mètres sur un mètre de diamètre. C'est vers 4h30 du matin qu'ont été jetés les cadavres dans le puits. Le sous-lieutenant Benjamin Plata a placé deux charges de dynamite qui n'ont pas suffi pour obstruer le puits, en raison de quoi le remplissage a été terminé avec de la terre.

Il a fallu de la même façon effacer les traces matérielles laissées dans la maison; le sous-lieutenant Plata a été chargé de faire disparaître la voiture du P. Ivan Betancourt qu'il a conduite dans un chemin détourné, arrosée d'essence et incendiée avec l'aide de M. Carlos Bahr.

Concernant tous les faits ici décrits, la Commission militaire en a attribué la responsabilité directe à MM. le major José Enrique Chinchilla le sous-lieutenant Benjamin Rodolfo Plata, Manuel Zelaya et Carlos Bahr, au sujet desquels la Commission militaire a établi son rapport à destination du juge compétent, ainsi qu'au sujet d'autres personnes également impliquées et dont la responsabilité sera déterminée par le tribunal.

La Commission militaire a fourni un travail considérable allant de l'interrogatoire et des entrevues de toutes les personnes susceptibles de faire la lumière sur les faits, à la recherche d'informations ayant permis la localisation des cadavres, de l'arme du crime et du véhicule du P. Ivan Betancourt, ainsi qu'à la mise en œuvre de moyens mécaniques pour déplacer le volume de terre obstruant le puits.

La Commission militaire a pu vérifier qu'il y a eu tentative de subornation du journaliste José Ochoa Martinez par le major Chinchilla, mais qui a été repoussée. La tentative de subornation consistait en une somme considérable d'argent reçue de l'Association des Eleveurs et Agriculteurs d'Olancho (AGAO) par l'intermédiaire de M. Manuel Zelaya, dans le but de détourner l'attention de l'opinion publique de la réalité des faits qui se sont produits à Olancho.

Le Conseil des Forces armées a également entre les mains des documents indiquant que les événements d'Olancho obéissaient à un plan dirigé par un secteur social appartenant à la Fédération nationale des Agriculteurs et Eleveurs d'Honduras (FENAGH) et par des membres d'entreprises privées,

dans le but de créer un climat de désordres et d'affrontements dans le département d'Olancho et autres régions du territoire de la République. Les documents font mention des noms de MM. Fernando Lardizabal et Bernardo Casanova, respectivement président de la FENAGH et propriétaire de plusieurs scieries dans le département d'Olancho.

Le Conseil supérieur des Forces armées tient à faire clairement savoir qu'à aucun moment n'ont été données des instructions pour attenter physiquement à la vie des personnes impliquées dans des activités paysannes qu'il s'agissait de contrôler, même si certaines d'entre elles revêtaient un caractère de subversion contre la sûreté de l'Etat. Ce fait isolé a pu se produire par suite de l'intervention de forces adverses au mouvement qui ont profité de l'occasion pour utiliser la complicité d'éléments militaires dépositaires de l'autorité dans le département d'Olancho (6)

Le Conseil supérieur des Forces armées et le gouvernement de la République regrettent que, en raison du climat d'agitation sociale provoqué dans le pays par des groupes antagonistes, de précieuses vies humaines aient été perdues; ils redisent au peuple hondurien leur intérêt de voir s'exercer tout le poids de la loi dans le cas présent, et leur vigilance sur les suites judiciaires que lui donneront les tribunaux compétents(7).

Le présent rapport est un résumé du compte-rendu de la Commission, car, pour des raisons évidentes, des détails ont dû être omis qui, rendus publics, entraveraient non seulement la marche de la justice compétente mais aussi d'éventuelles investigations ultérieures.

Tegucigalpa, le 23 juillet 1975

(6) Le major Chinchilla venait d'être nommé le 10 juin 1975 commandant militaire du département d'Olancho (N.d.T.)

(7) Le 24 juillet, des rumeurs persistantes concernant la démission du chef de l'Etat amenaient les autorités à publier un communiqué officiel de démenti. (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 150 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170, Bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse n° 56249